

Le président de la Commission européenne met les points sur les i : « il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens. »



[Les déclarations faites ce 29 janvier 2015 par Jean-Claude Juncker](#), président de la Commission européenne, au sujet des demandes de renégociation formulées par le nouveau gouvernement grec, méritent d'être lues.

Ce qu'il a dit n'apprendra rien aux adhérents et sympathisants de l'UPR, mais leur confirmera une nouvelle fois la justesse de nos analyses.

M. Juncker a dit en substance que les traités européens existent et qu'ils ne sont pas faits pour les chiens. Ils lient les 28 États-membres de l'UE entre eux et ne peuvent pas être piétinés, sauf à ce qu'il se dégage une unanimité pour cela.

Les démocraties nationales ne sont donc plus qu'un théâtre de marionnettes, sans aucune conséquence sérieuse, qui ne servent qu'à endormir les peuples. Point.

Dans ces conditions, tout projet de réorientation drastique de l'Union européenne – la fameuse « Autre Europe » - n'est qu'une chimère destinée à égarer les peuples vers de fausses solutions.

C'est le « mérite » de Juncker que de l'avoir sèchement rappelé aujourd'hui.

La seule chose qu'il a « oublié » de préciser, c'est qu'il existe une façon - et une seule - de sortir de cette prison des peuples : sortir unilatéralement de l'UE et de l'euro par application de l'article 50 du T.U.E. C'est la quintessence du programme de l'UPR.

Quant à [Syriza](#), nous avons déjà dit ce que nous en pensons.

Après quelques gesticulations médiatiques faites pour donner le change à ses électeurs – l'espace de quelques jours -, le gouvernement de M. Tsipras va mendier quelques maigres ajustements de sa dette à la marge.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~
Tout cela a certainement déjà été préparé dans les coulisses et l'oligarchie donnera sans doute quelques os à ronger à cette gauche « radicale »... mais européiste. Syriza devrait obtenir quelques annulations de dette complémentaires et quelques reports d'échéances. La belle affaire !

L'essentiel n'est évidemment pas là. La seule chose qui compte, pour l'oligarchie euro-atlantiste, c'est que la Grèce reste solidement arrimée dans l'UE, dans l'euro et dans l'OTAN. Et cela, M. Tsipras l'a déjà confirmé.